



# Assemblée générale

Distr. générale  
27 octobre 2014  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-neuvième session

Points 132 et 66 b) de l'ordre du jour

### Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,  
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée :  
application intégrale et suivi de la Déclaration  
et du Programme d'action de Durban**

## **Programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine**

### **Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/69/L.3**

### **Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'état, présenté par le Secrétaire général (A/C.5/69/4) conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/69/L.3 concernant la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine. À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des éclaircissements et des compléments d'information avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 21 octobre 2014.

2. L'annexe au projet de résolution A/69/L.3 contient le projet de programme d'activités relatives à la Décennie. Le programme d'activités donne des informations générale et expose les objectifs de la Décennie et les activités qui seront entreprises aux niveaux national, régional et international sur le thème « Personnes d'ascendance africaine : considération, justice et développement ». Les mesures à prendre sont décrites aux alinéas a) à o) du paragraphe 29 de l'annexe au projet de résolution.

3. Les paragraphes 1, 3, 5, 6, 7, 8 et 9 du projet de résolution A/69/L.3 prévoient que l'Assemblée générale : a) adopte le programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine figurant en annexe au



projet de résolution; b) décide de nommer le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme coordonnateur de la Décennie afin d'assurer le suivi des activités entreprises dans le cadre de la Décennie; c) prie le Secrétaire général de présenter chaque année un rapport d'étape sur l'application des activités relatives à la Décennie; d) prie également le Secrétaire général d'allouer des fonds prévisibles dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies en vue de la mise en œuvre effective du programme d'activités relatives à la Décennie, et invite les États Membres et d'autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires à cette fin; e) demande à son président d'organiser un examen à mi-parcours pour dresser le bilan des progrès accomplis et décider des nouvelles mesures nécessaires, avant sa soixante-quatorzième session; f) prie le Secrétaire général de procéder au bilan final de la Décennie; g) décide de lancer officiellement la Décennie internationale, conformément à sa résolution 68/237, dès la fin du débat général de sa soixante-neuvième session.

4. L'Assemblée générale se prononcerait également sur les points mentionnés aux alinéas c), f), g), i) et j) du paragraphe 29 de l'annexe du projet de résolution, à savoir : a) demander au Département de l'information, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et les organisations régionales et sous-régionales, de lancer une campagne visant à sensibiliser le grand public à l'histoire des personnes d'ascendance africaine, à la part qu'elles y ont joué, notamment sur le plan mondial, ainsi que les difficultés qu'elles rencontrent et les expériences qu'elles vivent de nos jours et leur situation au regard des droits de l'homme; b) inviter le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à poursuivre et renforcer durant la Décennie son programme de bourses destinées aux personnes d'ascendance africaine; c) prier le Haut-Commissariat d'intégrer dans la base de données relative à la lutte contre la discrimination une section consacrée à la Décennie internationale; d) créer un organe qui servirait de mécanisme de consultation et serait issu de l'un des mécanismes de suivi existants de Durban et demander au Conseil des droits de l'homme d'autoriser le mécanisme qui aurait été retenu à consacrer deux à trois jours à cette tâche pendant sa session annuelle; g) demander au Haut-Commissaire aux droits de l'homme de renforcer son appui aux mécanismes compétents du Conseil des droits de l'homme dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, dans le cadre de la Décennie.

5. L'annexe à l'état des incidences présenté par le Secrétaire général (A/C.5/69/4) donne une ventilation du montant total des ressources nécessaires à la mise en œuvre du programme d'activités relatives à la Décennie, par chapitre du budget-programme et par exercice biennal. Le montant total des ressources nécessaires à l'exécution des activités relatives à la Décennie est estimé à 9 003 600 dollars, dont un montant de 1 076 400 dollars aux fins de la mise en œuvre des activités qui commenceront pendant l'exercice biennal 2014-2015. Les ressources nécessaires pour les exercices biennaux compris entre 2016-2017 et 2024-2025 seront examinées dans le cadre du projet de budget-programme de chacun des exercices (ibid., par. 41 et 47). S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que le montant des ressources nécessaires avait été revu à la hausse, passant de 9 003 600 dollars à 9 031 700 dollars pour la Décennie et de 1 076 400 dollars à 1 080 600 dollars pour 2014-2015, par suite de la révision des calculs faits au titre des services de conférence (chap. 2 du budget-programme) (voir par. 22 à 24). Les chiffres cités dans l'annexe et les tableaux 1 à 4 figurant dans l'état du Secrétaire général ont été révisés en conséquence et sont présentés dans les annexes I et II du présent rapport.

6. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif des ressources nécessaires par chapitre du budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 et pour la Décennie.

### Ressources nécessaires, par chapitre du budget-programme

(En dollars des États-Unis)

<i>Chapitre du budget-programme</i>	<i>2014-2015 (1 an)</i>	<i>2015-2024 (10 ans)</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)	196 000	1 498 200
Chapitre 24 (Droits de l'homme)	796 100	7 027 600
Chapitre 28 (Information)	88 500	505 900
<b>Montant total des ressources nécessaires</b>	<b>1 080 600</b>	<b>9 031 700</b>

7. Le Secrétaire général indique qu'au stade actuel, il n'est pas possible de trouver dans les chapitres pertinents du budget-programme de l'exercice 2014-2015 des activités qui pourraient être supprimées, reportées, réduites ou modifiées. Les dépenses additionnelles résultant du projet de résolution seraient donc imputées sur le fonds de réserve (ibid., par. 42 et 46).

8. De plus, le paragraphe 7 du projet de résolution prévoit que l'Assemblée générale demande à son président d'organiser un examen à mi-parcours en vue de dresser le bilan des progrès accomplis et de décider des nouvelles mesures nécessaires, avant sa soixante-quatorzième session. Le Secrétaire général indique que les modalités de l'examen à mi-parcours n'étant pas précisées, il n'est pas possible à ce stade de déterminer, au nom du Président de l'Assemblée générale, les ressources à prévoir au chapitre 1 (Politique, direction et coordination d'ensemble). Dès que des décisions auront été prises concernant ces modalités, l'Assemblée sera informée des ressources à prévoir, conformément à l'article 153 de son règlement intérieur (ibid., par. 24).

### Activités prévues pour donner suite au projet de résolution A/69/L.3

9. Le Comité consultatif a demandé des précisions concernant la date et les ressources prévues pour le lancement de la Décennie internationale :

a) Concernant la date de lancement de la Décennie, il a été informé que par sa résolution 68/237, l'Assemblée générale avait prié son président de continuer de se concerter avec les États Membres en vue d'établir un programme d'activités pour la Décennie. Plusieurs dates étaient actuellement à l'étude pour le lancement de la Décennie à New York. Le Comité a aussi appris que la date de lancement serait également fonction de la date à laquelle l'Assemblée adopterait le projet de résolution A/69/L.3;

b) Concernant les ressources prévues pour le lancement de la Décennie, notamment celles afférentes aux voyages et au personnel, le Comité a été informé qu'aucun fonctionnaire ne se consacrait à plein temps à des activités touchant la Décennie, mais que des membres du personnel de la Section de la lutte contre la discrimination du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme consacraient une partie de leur temps aux préparatifs de la Décennie. Les frais de

voyage des présidents des mécanismes de suivi de Durban et des membres du personnel les accompagnant aux fins du lancement de la Décennie avaient été prévus dans les montants demandés pour 2014-2015 dans l'état des incidences présenté par le Secrétaire général.

10. On trouvera aux paragraphes 6 à 39 de l'état des incidences présenté par le Secrétaire général des renseignements sur les activités à entreprendre pour mettre en œuvre le projet de résolution. Le tableau 2 de l'état des incidences récapitule le montant estimatif des ressources à inscrire au chapitre 24 (Droits de l'homme) en vue de la mise en œuvre des activités, notamment aux fins du financement de trois nouveaux postes, du programme de bourses et des voyages des représentants et de membres du personnel.

*Création de trois postes et d'un emploi de temporaire [personnel temporaire (autre que pour les réunions)]*

11. Le Secrétaire général propose la création de trois postes [1 P-4, 1 P-3 et 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes)] au titre du chapitre 23 (Droits de l'homme) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour une durée de dix ans (4 911 000 dollars). Les prévisions de dépenses pour ces trois postes pour l'exercice biennal 2014-2015 s'élèveraient à 532 000 dollars (ibid., par. 25 et annexe).

12. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que les prévisions de dépenses afférentes à ces trois postes seraient présentées dans les projets de budget-programme des différents exercices, que les postes étaient des postes temporaires qui existeraient le temps de la Décennie et que c'est à ce titre que des ressources seraient demandées.

13. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la mise en œuvre des activités de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine constituait un nouveau mandat et que les titulaires des trois nouveaux postes seraient chargés de la mise en œuvre du programme d'action, sachant qu'au stade actuel, il n'était pas possible de trouver des activités qui pourraient être supprimées, reportées, réduites ou modifiées en vue de disposer des ressources nécessaires pour exécuter le nouveau mandat. S'étant renseigné, il a obtenu une description des fonctions s'attachant aux trois postes (voir le paragraphe 1 de l'annexe III du présent rapport).

14. Un montant de 40 900 dollars est également demandé pour financer un emploi de temporaire [personnel temporaire (autre que pour les réunions)] de classe P-3 pendant trois mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015; la personne qui serait recrutée serait chargée d'ajouter une section sur la Décennie dans la base de données relative à la lutte contre la discrimination, comme demandé à l'alinéa g) du paragraphe 29 de l'annexe au projet de résolution (ibid., par. 26). Le Comité consultatif a demandé des précisions sur les fonctions qui s'attacheraient à l'emploi de temporaire et la réponse qu'il a obtenue est reproduite au paragraphe 2 de l'annexe III ci-après.

*Programme de bourses*

15. Les paragraphes 10, 11 et 37 de l'état des incidences sont consacrés au programme de bourses. Un montant de 850 000 dollars est demandé sur dix ans afin de financer le voyage à Genève de boursiers venant de chacune des cinq régions (Amérique latine, Europe et Asie centrale, Afrique, Moyen-Orient et Asie), à raison de deux boursiers par région, pour participer au programme de formation pendant

trois semaines par an. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que l'Amérique latine correspondait en fait à l'Amérique et regroupait l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Nord, tandis que l'Afrique regroupait tous les pays du continent.

16. Il est indiqué dans l'état des incidences présenté par le Secrétaire général que conformément à l'alinéa f) du paragraphe 29 de l'annexe au projet de résolution, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme renforcerait son programme de bourses afin de permettre aux participants d'acquérir des connaissances approfondies pour mieux comprendre les organismes, instruments et mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, l'accent étant mis sur des questions qui intéressaient particulièrement les personnes d'ascendance africaine. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le programme de bourses avait été lancé à titre expérimental et était financé au moyen de contributions volontaires versées par un État Membre. S'interrogeant sur la viabilité et l'utilité du projet, il a également appris que le programme avait beaucoup intéressé les défenseurs des droits des personnes d'ascendance africaine. Au total, 28 personnes d'ascendance africaine, dont 19 femmes, avaient bénéficié du programme de bourses pilote, au nombre desquelles figuraient des représentants de la société civile, des représentants des administrations publiques et des représentants du milieu universitaire.

17. Le Comité consultatif a été informé que la procédure de sélection des boursiers prévoyait un appel à candidatures diffusé sur le Web et par courrier électronique auprès des réseaux de la société civile et des institutions nationales de défense des droits de l'homme. Plus de 600 dossiers avaient été reçus dans le cadre du projet pilote et la sélection s'était faite selon les critères suivants : a) les candidats devaient être d'ascendance africaine et membres de la diaspora; b) ils devaient avoir au minimum quatre ans d'expérience professionnelle liée aux droits des personnes d'ascendance africaine; c) ils devaient présenter une lettre de soutien émanant d'une organisation œuvrant dans des domaines relatifs aux personnes d'ascendance africaine ou aux droits des minorités.

18. Le Comité consultatif a souhaité avoir des précisions sur la façon dont on pouvait mesurer et évaluer les effets concrets du programme. Il a été informé que l'évaluation se faisait en deux temps : a) les stagiaires devaient répondre à un questionnaire conçu pour évaluer la connaissance qu'ils avaient des instruments et des mécanismes des droits de l'homme à l'issue du programme, ce qui permettait de mesurer les retombées immédiates du programme; b) ils devaient répondre à un second questionnaire six mois après qui aidait à cerner la façon dont ils mettaient à profit les connaissances qu'ils avaient acquises dans le cadre du programme. Un certain nombre de réponses ont montré que le programme avait eu des retombées concrètes sous forme d'initiatives de sensibilisation aux droits de l'homme et de renforcement des capacités au niveau national, y compris l'organisation de programmes de formation à l'intention de représentants et d'organisations de la société civile œuvrant à la promotion des droits des personnes d'ascendance africaine.

19. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme offrait aussi des programmes de bourses à d'autres groupes, tels que les peuples autochtones et les minorités, et que le Secrétariat transposerait dans le programme portant sur la Décennie internationale les enseignements tirés de ces autres programmes, comme l'ajout de garde-fous dans le programme destiné aux peuples autochtones.

Concernant ce dernier programme, il a appris que tant les candidats que les organisations les parrainant devaient remplir les dossiers de candidature et que ceux-ci étaient ensuite comparés à la base de données sur les participants administrée par le secrétariat du Haut-Commissariat. **Le Comité consultatif estime que le programme devrait faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation en bonne et due forme dont les résultats seraient communiqués à l'Assemblée générale sur une base régulière, ce qui permettrait d'évaluer si les objectifs escomptés avaient été atteints.**

#### *Voyages*

20. Comme expliqué aux paragraphes 27 à 35 de l'état des incidences présenté par le Secrétaire général, un montant de 912 400 dollars permettrait de financer les voyages des représentants pendant la Décennie et un montant de 63 300 dollars ceux des membres du personnel; ces montants seraient imputés sur le chapitre 24 (Droits de l'homme). La ventilation des dépenses par exercice biennal est indiquée dans l'annexe de l'état des incidences (voir l'annexe I ci-après).

21. Un montant de 63 400 dollars servirait à financer le voyage à New York des quatre présidents des mécanismes de suivi de Durban aux fins du lancement, de l'examen à mi-parcours et de l'évaluation finale de la Décennie. S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que la participation des quatre présidents aux activités de lancement de la Décennie était essentielle puisque les travaux des quatre mécanismes portent dans une certaine mesure sur les personnes d'ascendance africaine dans le cadre général de l'action menée pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Leur présence permettrait de faire du lancement une manifestation de haut niveau bénéficiant d'une visibilité et d'une attention mondiales, comme demandé au paragraphe 9 du projet de résolution.

#### *Services de conférence*

22. Le Comité consultatif note que des taux variant de 30 900 dollars à 35 100 dollars sont appliqués à la publication dans les six langues officielles de documents de 8 500 mots (ibid. par. 20 a) à e) et par. 22). Ayant demandé des précisions, il a été informé que lors de l'établissement de l'état des incidences sur le budget-programme, une erreur s'était glissée dans les coûts standard appliqués aux documents d'après session. Le coût standard révisé, soit 35 100 dollars, aurait dû être appliqué. Les prévisions de dépenses au titre du chapitre 2 ont donc été révisées (voir le tableau 1 de l'annexe II ci-après).

23. Le Comité consultatif constate aussi un écart dans le calcul des coûts d'interprétation et ayant demandé des précisions, il a été informé que dans le cas des ateliers régionaux, les estimations étaient fondées sur les langues utilisées par les participants. Il convient cependant de noter qu'une erreur s'est glissée dans les prévisions relatives aux services de conférence pour l'Asie puisqu'il n'a été tenu compte dans celles-ci que de six interprètes par jour au lieu de sept<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le Comité consultatif a été informé que conformément à l'accord conclu avec l'Association internationale des interprètes de conférence, il devrait y avoir trois interprètes pour les cabines arabe et chinoise et deux interprètes pour les cabines anglaise, espagnole, française et russe.

**24. Le Comité consultatif note les inexactitudes qui se sont glissées dans l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution sur la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et estime que la qualité de la documentation doit être améliorée.**

#### *Information*

25. À l'alinéa c) du paragraphe 29 de l'annexe au projet de résolution, l'Assemblée générale demanderait au Département de l'information, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et les organisations régionales et sous-régionales, de lancer une campagne de sensibilisation. L'une des activités prévues dans le cadre de la campagne de sensibilisation a trait aux centres d'information des Nations Unies, auxquels il est proposé d'allouer des fonds de démarrage, d'un montant de 200 000 dollars sur dix ans, qui aideraient à financer des activités de promotion aux niveaux régional et national (voir A/C.5/69/4, tableau 3). S'étant renseigné, le Comité consultatif a été informé que a) les fonds de démarrage seraient attribués selon une approche par projet; b) les centres seraient invités à présenter leurs propositions sur une base annuelle au Département de l'information, qui les évaluerait en concertation avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; c) les objectifs de la Décennie, les priorités immédiates et le souci d'une répartition géographique équilibrée guideraient la répartition des fonds; d) les centres participant aux projets seraient tenus de faire rapport au Département de l'information sur l'état d'avancement des activités.

#### **Recommandations**

**26. Le Comité consultatif recommande l'approbation du montant de 1 080 600 dollars demandé pour l'exercice biennal 2014-2015 aux fins de la mise en oeuvre des activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine.**

**27. Le Comité consultatif examinera les ressources qui seront demandées aux fins de la mise en oeuvre des activités relatives à la Décennie internationale dans le cadre des projets de budget-programme pour les exercices biennaux concernés. Le Comité compte que lors de l'établissement des projets de budget-programme pendant la Décennie, le Secrétaire général veillera à la complémentarité des activités relatives à la Décennie avec celles prévues dans le cadre d'autres programmes qui seront entrepris par l'Organisation et qu'il s'attachera à éviter les chevauchements.**

**28. Le Comité consultatif recommande que la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale que l'adoption du projet de résolution A/69/L.3 entraînerait des dépenses supplémentaires de 1 080 600 dollars au titre des chapitres 2, 24 et 28 du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015. Ce montant serait à imputer sur le fonds de réserve, ce qui exigerait l'ouverture de nouveaux crédits pour l'exercice biennal.**

---

L'interprétation en arabe et en chinois est donc plus coûteuse que celle en anglais, espagnol, français et russe.

## Annexe I

(Annexe révisée remplaçant l'annexe figurant dans le document A/C.5/69/4)

### Programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, par chapitre du budget-programme

	2014-2015 (1 an)	2016-2017	2018-2019	2020-2021	2022-2023	2024-2025 (1 an)	Montant total des ressources nécessaires (10 ans : 2015-2024)
<b>Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)</b>							
Interprétation simultanée	55 600	65 400	61 900	37 500	56 200	—	276 600
Documents d'avant session	100 100	191 500	191 500	220 000	185 400	120 000	1 008 500
Documents de session	3 200	3 300	3 400	3 200	2 900	—	16 000
Documents d'après session	35 100	35 100	35 100	35 100	35 100	—	175 500
Autres besoins	2 000	4 000	4 000	4 800	4 000	2 800	21 600
<b>Total partiel (chapitre 2)</b>	<b>196 000</b>	<b>299 300</b>	<b>295 900</b>	<b>300 600</b>	<b>283 600</b>	<b>122 800</b>	<b>1 498 200</b>
<b>Chapitre 24 (Droits de l'homme)</b>							
1 P-4, 1 P-3 et 1 poste d'agent des services généraux pendant 10 ans en vue d'appuyer la mise en œuvre du programme de la Décennie, notamment en vue d'ajouter une section consacrée à la Décennie dans la base de données du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme relative à la lutte contre la discrimination	532 000	982 200	982 200	982 200	982 200	491 100	4 951 900
Voyage des présidents des mécanismes de suivi de Durban en vue de leur participation aux réunions de lancement, à mi-parcours et finale à New York	20 400	—	—	22 600	—	20 400	63 400
Sensibilisation : voyage de 15 participants (experts et parties prenantes) à 5 ateliers régionaux	67 800	67 800	67 800	67 800	67 800	—	339 000
Voyage de 5 experts des différentes régions, de 1 rapporteur spécial et de 1 membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale aux réunions du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine devant se tenir pendant 10 ans au cours des 3 derniers jours de la deuxième session annuelle du Groupe de travail	51 000	102 000	102 000	102 000	102 000	51 000	510 000
Voyage de 2 membres du personnel qui seront chargés d'appuyer les réunions de lancement, à mi-parcours et finale à New York et les 5 ateliers régionaux	14 900	9 000	9 000	15 600	9 000	5 800	63 300



	2014-2015 (1 an)	2016-2017	2018-2019	2020-2021	2022-2023	2024-2025 (1 an)	Montant total des ressources nécessaires (10 ans : 2015-2024)
Programme de bourses : 10 boursiers des 5 régions, 3 semaines par an pendant 10 ans	85 000	170 000	170 000	170 000	170 000	85 000	850 000
Impression et publications	25 000	50 000	50 000	50 000	50 000	25 000	250 000
<b>Total partiel (chapitre 24)</b>	<b>796 100</b>	<b>1 381 000</b>	<b>1 381 000</b>	<b>1 410 200</b>	<b>1 381 000</b>	<b>678 300</b>	<b>7 027 600</b>
<b>Chapitre 28 (Information)</b>							
<i>A. Campagne de sensibilisation</i>							
Fonds de démarrage alloués aux centres d'information des Nations Unies pour des activités de promotion aux niveaux régional et national	20 000	40 000	40 000	40 000	40 000	20 000	200 000
Brochure du Département de l'information (3 éditions en anglais et en français : 30 000 exemplaires au total, y compris le coût de la traduction)	8 000	—	8 000	8 000	—	8 000	32 000
Expositions au Siège (septembre 2015, 2018, 2021 et 2024)	20 000	—	20 000	20 000	—	20 000	80 000
Affiches (60 x 80 cm, en anglais et en français : 25 000 exemplaires au total)	7 500	—	7 500	7 500	—	7 500	30 000
Banderoles rétractables (produites en anglais et en français)	600	—	600	600	—	600	2 400
12 vidéos de courte durée devant être diffusées sur des sites Web et dans des médias sociaux	15 000	10 000	10 000	10 000	10 000	5 000	60 000
<b>Total partiel (A)</b>	<b>71 100</b>	<b>50 000</b>	<b>86 100</b>	<b>86 100</b>	<b>50 000</b>	<b>61 100</b>	<b>404 400</b>
<i>B. Conception et développement de sites Web, traduction et maintenance</i>							
Conception et développement de sites Web	1 800	—	—	—	—	—	1 800
Création de sites Web (6 langues)	6 300	—	—	—	—	—	6 300
Traduction des documents des sites Web	2 600	5 200	5 200	5 200	5 200	2 600	26 000
Maintenance à l'année (2015-2025, 6 langues)	6 700	13 500	13 500	13 500	13 500	6 700	67 400
<b>Total partiel (B)</b>	<b>17 400</b>	<b>18 700</b>	<b>18 700</b>	<b>18 700</b>	<b>18 700</b>	<b>9 300</b>	<b>101 500</b>
<b>Total partiel (chapitre 28)</b>	<b>88 500</b>	<b>68 700</b>	<b>104 800</b>	<b>104 800</b>	<b>68 700</b>	<b>70 400</b>	<b>505 900</b>
<b>Total</b>	<b>1 080 600</b>	<b>1 749 000</b>	<b>1 781 700</b>	<b>1 815 600</b>	<b>1 733 300</b>	<b>871 500</b>	<b>9 031 700</b>

## Annexe II

Tableau 1

(Tableau révisé remplaçant le tableau 1 figurant dans le document A/C.5/69/4)

### Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)

(En dollars des États-Unis)

	2014-2015 (1 an)	2016-2017 (2 ans)	2018-2025 (7 ans)	Total
Interprétation	55 600	65 400	155 600	276 600
Documents d'avant session	100 100	191 500	716 900	1 008 500
Documents de session	3 200	3 300	9 500	16 000
Documents d'après session	35 100	35 100	105 300	175 500
Autres besoins	2 000	4 000	15 600	21 600
<b>Total (chapitre 2)</b>	<b>196 000</b>	<b>299 300</b>	<b>1 002 900</b>	<b>1 498 200</b>

Tableau 4

(Tableau révisé remplaçant le tableau 4 figurant dans le document A/C.5/69/4)

### Ressources supplémentaires nécessaires, par chapitre du budget-programme

(En dollars des États-Unis)

	2014-2015 (1 an)	2016-2017 (2 ans)	2018-2025 (7 ans)	Total
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)	196 000	299 300	1 002 900	1 498 200
Chapitre 24 (Droits de l'homme)	796 100	1 381 000	4 850 500	7 027 600
Chapitre 28 (Information)	88 500	68 700	348 700	505 900
<b>Total</b>	<b>1 080 600</b>	<b>1 749 000</b>	<b>6 202 100</b>	<b>9 031 700</b>

## Annexe III

### **Fonctions des titulaires des trois emplois de temporaire (2015-2024) et de l'emploi de temporaire (trois mois en 2015) qu'il est proposé de créer au chapitre 24 (Droits de l'homme) du budget-programme**

1. Les fonctions correspondant aux trois emplois de temporaire proposés seront les suivantes :

a) Le Coordonnateur (P-4) aura des compétences générales dans le domaine des droits de l'homme sur les questions ayant trait au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée. En étroite collaboration avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et Coordonnateur de la Décennie, il/elle coordonnera toutes les activités de la Décennie et fournira un appui fonctionnel et administratif à cet effet et, notamment, coordonnera avec le Bureau du Président de l'Assemblée générale les activités préparatoires relatives aux manifestations organisées à l'occasion du lancement, de l'examen à mi-parcours et de la clôture de la Décennie; établira le rapport annuel sur l'exécution des activités de la Décennie; rédigera les déclarations et discours du Secrétaire général et du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et Coordonnateur de la Décennie; entretiendra des rapports avec les autres départements de l'ONU et organismes des Nations Unies sur toutes les questions ayant trait à la Décennie, notamment la réalisation d'études thématiques; organisera des activités et des projets pour aider les États Membres et les acteurs nationaux concernés à réaliser les objectifs de la Décennie; aidera les États Membres à exécuter intégralement et efficacement les engagements qu'ils ont pris en vertu de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et vis-à-vis du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; appuiera les campagnes de sensibilisation; fournira un appui technique à la préparation des ateliers régionaux et du forum des personnes d'ascendance africaine; coordonnera et assurera la participation de tous les acteurs de toutes les régions intéressés par les activités de la Décennie, notamment les personnes et communautés directement concernées;

b) Sous la supervision directe du Coordonnateur, le spécialiste des droits de l'homme (P-3) fournira des services spécialisés et de secrétariat aux fins de la mise en œuvre de toutes les activités de la Décennie, notamment celles ayant trait au lancement, à l'examen à mi-parcours et à la clôture de celle-ci. Il/elle intégrera dans la base de données relative à la lutte contre la discrimination une section consacrée à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et, à cet effet, rassemblera et analysera les documents et renseignements pertinents au échelons international, régional et national, assurera la liaison avec les sections de l'informatique et maintiendra et actualisera régulièrement la section pertinente de la base de données relative à la lutte contre la discrimination. Il/elle aidera à assurer une large diffusion des documents et supports d'information à toutes les parties intéressées; préparera et organisera des activités et projets concrets pour aider les États et les acteurs nationaux à réaliser les objectifs de la Décennie; mènera des travaux de recherche et, en particulier, recueillera des données statistiques sur des questions thématiques relatives à la Décennie; fournira un examen de fond des documents soumis par les parties prenantes en vue de l'établissement des rapports devant être présentés au cours de la Décennie; rédigera les courriers à adresser aux

parties intéressées; organisera et coordonnera le programme de bourses destiné aux personnes d'ascendance africaine et, notamment, sélectionnera les candidats, élaborera le programme d'études, fera des présentations et assurera le suivi des bénéficiaires après leur retour dans leur pays; maintiendra un contact avec les États, les organismes nationaux et organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme dans le contexte de la Décennie; rassemblera et analysera les informations reçues de tous les acteurs en vue de l'établissement du rapport sur l'exécution des activités de la Décennie; en collaboration avec le Département de l'information, apportera un appui aux campagnes de sensibilisation; fournira un appui technique à la préparation des ateliers régionaux organisés dans le cadre de la Décennie; veillera à ce que toutes les parties intéressées de toutes les régions participent aux activités de la Décennie; aidera le Coordonnateur à traiter toutes les questions ayant trait au forum des personnes d'ascendance africaine et au processus intergouvernemental d'établissement de documents;

c) L'assistant administratif [agent des services généraux (autres classes)] fournira un appui administratif à l'exécution des activités de la Décennie, notamment en établissant et en envoyant la correspondance, les rapports et les documents pertinents; en prenant les dispositions nécessaires pour assurer la participation des parties intéressées aux manifestations organisées à l'occasion du lancement, de l'examen à mi-parcours et de la clôture de la Décennie, ainsi qu'aux campagnes de sensibilisation et aux ateliers régionaux; en organisant la participation au programme de bourses des candidats sélectionnés; en assurant la liaison avec les homologues du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et d'autres organismes pour toutes les questions d'ordre administratif; en tenant à jour les dossiers et les bases de données; et en s'acquittant de toutes les autres tâches administratives pertinentes.

2. Le titulaire de l'emploi de temporaire (P-3) recruté pour une période de trois mois au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions), devra mettre en place une section consacrée à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine dans la base de données relative à la lutte contre la discrimination. Les tâches correspondantes, qui seront limitées dans le temps, consisteront à établir le descriptif de la section en collaboration avec des collègues informaticiens; à rechercher les documents normatifs et autres et des renseignements concernant les activités menées dans le domaine pertinent aux échelons international, régional et régional; à établir les liens pertinents avec d'autres ressources disponibles en ligne; à télécharger différents types de documents, notamment des plans d'action, politiques et documents et instruments juridiques; à assurer la liaison avec la Section des communications du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Département de l'information; et à maintenir et actualiser la base de données durant la phase initiale. Elles consisteront également à établir des contacts avec les États Membres, les organismes nationaux de défense des droits de l'homme et la société civile et à recueillir auprès d'eux des informations relatives à la Décennie. Une fois achevée la phase de mise en place, la base de données sera maintenue par la Section de la lutte contre la discrimination du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.